

effectifs de la fonction publique ont maintenant été ramenés à leur niveau de 1973.

Fait no 4. Les dépenses au titre des programmes publics ont diminué d'environ 15 pour cent par rapport à notre produit intérieur brut. En 1993, elles auront été ramenées à ce qu'elles étaient à la fin des années 60.

Fait no 5. Seule l'Alberta a réussi aussi bien que nous à contrôler les dépenses publiques. Toutes les autres provinces sont restées loin en arrière. Et les gouvernements provinciaux n'ont pas à se préoccuper des milliards de dollars en versements fixes consentis aux provinces. Cette année, Ottawa a transféré 33,5 milliards \$ aux provinces, y compris 2,4 milliards \$ à l'Alberta.

Fait no 6. Nous avons vendu ou dissous 18 sociétés de l'État. Nos activités dans ce domaine ont dépassé le niveau de privatisation réalisé par tous les gouvernements provinciaux et fédéraux qui se sont succédé depuis la fondation du Canada.

Fait no 7. Nous avons fait tout ceci au moment où de nouvelles initiatives dans des domaines comme l'environnement étaient nécessaires pour venir en aide à l'industrie de la pêche dans les provinces de l'Est et pour aider les agriculteurs de l'Ouest dont les récoltes avaient été dévastées et qui, rien qu'en 1988, ont reçu chacun de la part du gouvernement fédéral une aide équivalente à 30 000 \$.

Nous réduisons les dépenses afin de veiller à ce que les taxes que vous payez servent à résorber le déficit ou à payer des services que les Canadiens souhaitent avoir ou dont ils ont besoin. C'est là le but de la taxe de vente fédérale.

La taxe sur les ventes des fabricants rapportera cette année 18 milliards de dollars. Si nous éliminons cette taxe, nous avons deux solutions: la remplacer par une taxe plus satisfaisante ou réduire de 18 milliards de dollars les crédits pour la fourniture de services aux Canadiens. Il ne s'agit pas ici de réduire un ou de deux programmes. Ceux qui vous disent que l'on peut se procurer cette somme en mettant fin au bilinguisme et à l'octroi de subventions pour appuyer des initiatives culturelles sont des menteurs. Cela ne suffirait pas.

Ceux qui proposent de réduire de 18 milliards de dollars les dépenses gouvernementales suggèrent en fait l'élimination de services importants pour les Canadiens, comme l'assurance-maladie, la défense nationale, la pension